



Discours de M. le Secrétaire Général

De l'UMA

Trente unième session du

Comité Intergouvernemental d'Experts

CEA

Rabat 01 Mars 2016

Monsieur le Directeur du bureau d'Afrique du Nord de la CEA,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs

C'est pour moi, comme toujours, un grand plaisir que d'assister à cette réunion du comité intergouvernemental d'experts de la Commission Economique pour l'Afrique qui s'est imposé comme un exercice de réflexion incontournable sur les questions relatives au développement de l'Afrique du Nord et qui réunit des experts internationaux de haute facture. Je vous remercie pour cette invitation.

Permettez-moi tout d'abord, de souligner encore une fois l'excellence des relations entre le Secrétariat Général de l'UMA et la Commission Economique pour l'Afrique et plus spécialement son bureau pour l'Afrique du Nord. La CEA nous a constamment soutenus dans notre démarche visant à renforcer et à améliorer les mécanismes de notre intégration régionale, et ce depuis 1994.

Le bureau d'Afrique du Nord et le Secrétariat Général forment un binôme inséparable qui s'enrichit en permanence grâce à la coopération et à l'interaction sur plusieurs sujets.

Le sujet traité dans cette 31^{ème} session est bien entendu un sujet traditionnel, mais qui reste d'actualité puisque le commerce international, dans un monde globalisé, est indissociable de la politique économique tout court. Car, qui dit politique commerciale, dit compétitivité, politique industrielle, infrastructures, climat des affaires, etc.

Entre la réunion de l'année dernière et cette année, il y a eu une évolution importante dans le processus d'intégration maghrébin D'abord, le groupe d'experts chargés de négocier la liste négative des produits industriels a finalement convenu d'abandonner la liste négative et de soumettre tous les produits industriels avec une origine maghrébine avérée au libre-échange. Il ne reste plus que la liste des produits agricoles à négocier entre les Etats.

Par ailleurs , j'ai le plaisir de vous informer que la Banque Maghrébine pour le commerce Extérieur et l'investissement a été officiellement lancée le 22 décembre 2015 à Tunis, suite à la réunion de l'Assemblée Générale constitutive des actionnaires, qui a par la même occasion désigné son Directeur Général, son Directeur Général adjoint et les membres de son conseil d'administration.

Cette Banque, dont l'objet principal est de financer le commerce intra-maghrébin et l'investissement productif imprimera de sa marque l'évolution du commerce régional, j'en suis certain.

Mesdames et Messieurs,

Le monde d'aujourd'hui est marqué par la constitution de blocs économiques qui ne cessent de s'élargir. Nous assistons actuellement à l'établissement d'un partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement, d'un partenariat transpacifique. A croire que ces accords rendront un jour les accords l'OMC caduques. Ce qui est en outre à relever, c'est que ces

accords ne se limitent plus au commerce, mais englobent les services, l'investissement, les questions environnementales, les marchés publics, les mesures sociales, etc. Ces accords risquent d'avoir des implications sérieuses sur le continent africain et surtout sur l'Afrique du Nord qui a des accords de libre-échange aussi bien avec l'Union Européenne que les Etats-Unis. Il n'est pas trop tôt à mon avis de mener une étude sur un éventuel impact du partenariat transatlantique sur les échanges avec l'Afrique du Nord, afin que ceux-ci puissent prendre les mesures qui s'imposent.

En tout état de cause, l'intégration économique régionale est une nécessité absolue.

Mesdames et Messieurs,

Nous parlons de transformation structurelle de l'Afrique à l'horizon 2063. De quelle transformation parlons-nous ? Quel type de structure économique cherchons-nous à atteindre ? Ce sont des questions très importantes à poser et à débattre. Grâce au développement du commerce on peut induire des changements

positifs, mais est-ce à dire qu'on va provoquer une transformation structurelle ?

A mon sens, une transformation structurelle nécessite non seulement le développement du commerce régional ou continental, mais une véritable vision au niveau national d'abord et ensuite continental. Cette vision devrait tenir compte du potentiel existant dans chacun des pays, de ses forces et de ses faiblesses.

Afin de réaliser un développement constant et inclusif, il faut, à mon avis, la combinaison de deux choses : le développement des infrastructures et l'approfondissement du processus d'intégration. Ce sont ces deux conditions à mon avis qui permettront à l'Afrique, y compris au Maghreb non seulement d'émerger mais aussi de réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels et vis-à-vis de la gamme de produits exportés jusque-là.

Parallèlement à cela, un effort devrait être entrepris dans le domaine de la facilitation du commerce et la suppression des